

La discrétion nécessaire

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_discretion_necessaire-fr-058bff7e-e81e-4cb5-9491-40f124d36b2a.html

Date de dernière mise à jour: 09/07/2016



La "discrétion nécessaire"

Les milieux économiques, les industriels du charbon et de l'acier en particulier, sont volontairement écartés de l'élaboration du projet. En effet, la divulgation du projet aurait probablement suscité de nombreuses objections parmi les industriels français et aurait réveillé la méfiance des industriels allemands.

Robert Schuman décide également de laisser les parlementaires français dans l'ignorance, craignant qu'ils ne s'intéressent davantage aux conséquences institutionnelles qu'au projet lui-même.

A l'étranger, peu nombreux sont ceux qui sont dans la confiance. Sans passer par les ambassades, le secrétaire d'État américain Dean Acheson est personnellement mis au courant et assure aussi vite à Schuman son intérêt et son soutien. Le 8 mai, Schuman présente lui-même son plan aux cinq ministres des Affaires économiques du Royaume-Uni, des trois pays du Benelux et de l'Italie réunis dans le plus grand secret à Paris. Le soir du 8 mai, tous les papiers préparatoires sont détruits. Fort d'un préavis favorable de la part des alliés de la France, Schuman envoie à Bonn Robert Mischlich, son émissaire personnel, pour informer également Konrad Adenauer qui, au début de l'année, a déjà eu l'occasion de s'entretenir avec Schuman de l'opportunité d'une entente européenne. Le 9 au matin, Mischlich remet au chancelier allemand et à son chef de cabinet Herbert Blankenhorn le texte officiel de la proposition française de Haute Autorité conjointe ainsi qu'une lettre personnelle sur le caractère éminemment politique du projet. Ravi, Adenauer assure immédiatement Mischlich de son soutien. Aussitôt prévenu par téléphone, Schuman peut alors informer, le 9 en fin de matinée, le Conseil des ministres français préalablement pressenti. Tout est alors en place pour la tenue d'une conférence de presse au Quai d'Orsay le 9 mai à 18 heures.